

INSTANCE COLLÉGIALE DH

Le 12 juillet 2022

D'un été de tous les dangers à une rentrée à haut risque

EN BREF : L'été reste particulièrement périlleux pour les directeurs qui doivent gérer les problèmes d'absentéisme et de manque de professionnels dans un contexte inhabituel de difficultés d'accueil des urgences, conjuguées à des fermetures de lits touchant toutes les disciplines. S'ajoute l'incertitude budgétaire induite par la mise en œuvre des revalorisations salariales, les effets de l'inflation, sans annonce de financement. Face à ces écueils, même si la mission Flash propose des solutions pragmatiques de court terme, elle n'aborde pas les questions de fond. Le monde hospitalier et médico-social reste très vulnérable et l'avenir du système de santé n'est pas assuré. La rentrée s'annonce déjà complexe.

LA DÉCLARATION LIMINAIRE

L'instance collégiale de ce jour nous réunit pour l'accession à neuf chefferies et six postes d'adjoints fonctionnels.

Le contexte reste particulièrement tendu dans une période sensible. **Les directeurs continuent à faire face à des difficultés récurrentes et des responsabilités de plus en plus difficiles à assumer.** Les contaminations COVID en très forte hausse ces derniers jours rappellent, si besoin en était, avec cette septième vague que la crise sanitaire est loin d'être derrière nous et que ses soubresauts occasionnent encore bien des perturbations en chaînes. Les collègues pourtant rodés aux problématiques estivales habituelles ne manquent pas de soucis nouveaux pour tenter, sans garantie de succès, d'assurer la permanence et la sécurité des soins.

L'été 2022 est chaud, à tous points de vue. **Les difficultés d'absentéisme (largement supérieur aux données de 2019 et 2020) et de recrutement perdurent depuis des mois, réduisant drastiquement les effectifs disponibles.** Malgré la pénurie qui s'est installée, il est primordial d'accorder des congés suffisants aux personnels en poste, exténués par deux années de crise sanitaire. Aux fermetures habituelles estivales de lits, se mêlent des services d'urgences partiellement fermés et dont l'accueil est filtré. Mais les difficultés ne sont pas que dans l'accueil en urgence, quand des lits de toutes disciplines ne pouvant fonctionner faute de moyens humains sont maintenus vides. Le casse-tête des plannings est bien là pour tous. De même que les problèmes de filières d'aval des patients, rappelant que toutes les structures sont touchées.

Si l'extension de la garantie de financement annoncée par voie de presse par le gouvernement éloigne l'inquiétude du retour aux règles habituelles de T2A, **ce sont les revalorisations salariales attendues et méritées pour les personnels médicaux et soignants, tant en regard de leurs sujétions que de l'érosion de leur pouvoir d'achat depuis tant d'années par l'effet de gel du point d'indice, qui se déploient sans annonce de financement de leurs coûts qui soulèvent d'autres craintes.** Le rythme soutenu de l'inflation n'arrange pas la ligne de conduite budgétaire et financière des établissements, ni pour leurs directeurs, ni pour les ARS d'ailleurs !

En juin, le SYNCASS-CFDT, à sa demande, a été entendu par le responsable de la mission Flash, promu depuis Ministre de la santé et de la prévention. Le résultat des travaux de cette mission, qui assume un objectif de court terme, formule des propositions qui témoignent d'une approche pragmatique et de bon sens, même si certaines comme la sanctuarisation des lignes de SMUR ou encore le filtrage par l'appel au 15 avant l'accueil dans certains services d'urgence rencontrent des critiques dans la communauté des urgentistes. **« Passer l'été » est un objectif minimal compte tenu de la dégradation de la situation dans de nombreux territoires. Le SYNCASS-CFDT partage de nombreuses propositions de ce plan d'urgence, mais sans enthousiasme.**

En effet les questions de fond demeurent. **Le constat désormais partagé sur le fait que la crise des urgences révèle celle de l'ensemble de notre système de santé fait consensus.** Si l'été, comme nous l'espérons tous, sera franchi sans drame, nous sommes à la merci d'une reprise épidémique déjà inquiétante ou d'un nouvel épisode climatique extrême qui viendrait mettre un peu plus à vif la très grande vulnérabilité actuelle du tissu hospitalier et médico-social.

Et si nous franchissons l'été et cette nouvelle vague, à quelles priorités le nouveau ministre doit-il s'atteler face à l'océan de difficultés : le premier recours affaibli qui laisse des millions de personnes sans médecin traitant, les filières de soins

désorganisées par les pénuries de compétences et les effets persistants de la crise du COVID, manques de lits d'aval en médecine, en psychiatrie, en soins de suite creusés par des restructurations irréflechies, aggravés par les fermetures dictées par les fuites de personnels infirmiers. Et comment tenir compte aussi du secteur médico-social réduit à refuser les admissions en aval faute de personnel qui vont ralentir les sorties de médecine et de SSR.

La note des efforts demandés par 15 ans d'ONDAM successifs et des méthodes de gestion imposées est bien salée.

L'envolée des enveloppes budgétaires depuis 2020 et la crise sanitaire apparaît comme un cataplasme certes indispensable, mais qui n'a pas su et ne saurait à elle seule redonner du souffle au système.

Il est urgent de poser enfin les vraies questions de fond et de songer à l'avenir de notre système de soins. Les réflexions sur les modalités de financement, la régulation de l'installation des professionnels, la régulation des écarts salariaux public-privé, et la place de l'utilisateur dans le pilotage du système sont urgentes. Nous espérons que la concertation annoncée par la Première Ministre sur les déserts médicaux permettra à tous de sortir du calfeutrage des tabous et des arguties habituelles sur ces sujets cruciaux. Dont acte mais alors avec les corps intermédiaires, y compris les syndicats !

Et notre secteur n'est pas le seul à être en souffrance. D'autres services publics connaissent de grandes difficultés, éducation nationale, enseignement supérieur, justice, dont certains sont d'ailleurs partenaires de nos établissements à différents titres. Le diagnostic sur un décrochage de la réponse aux besoins collectifs n'a jamais été aussi sensible. Les défis posés par le financement donnent le vertige quand, dans le même temps, les repères sur la croissance de l'économie sont bouleversés par le défi climatique et les tensions géopolitiques. Il faut passer l'été. Et dans quelques mois, il faudra passer l'hiver alors que tant de nos établissements restent dépendants d'énergies fossiles dont les coûts s'envolent et l'approvisionnement devient incertain.

Oui, la rentrée sera complexe et les directeurs ont besoin plus que jamais de soutiens et de perspectives pour poursuivre leur mission de service public. Le SYNCASS-CFDT y veillera.

Le SYNCASS-CFDT agit pour une gestion concertée des établissements et la reconnaissance des responsabilités des cadres de direction, en vue d'un exercice professionnel maîtrisé